



LES RELATIONS ENTRE LES TROIS POUVOIRS

Ou le principe de non-immixtion

Relation entre le pouvoir judiciaire et le pouvoir législatif

Les fonctions législatives et judiciaires sont bien différentes c'est-à-dire, que le législateur édicte une norme (= une règle générale et abstraite) qui est la loi ; alors que le juge applique une règle de droit à un litige particulier.

1

Interdiction faite au juge de s'immiscer dans le pouvoir législatif

Le juge ne peut pas s'opposer à l'application des lois, c'est-à-dire au sens de règles de droit écrit. Le juge doit **appliquer la règle de droit** même si, ces lois lui paraissent mal rédigées ou inopportunes. L'article 5 du Code civil précise « il est défendu aux juges de se prononcer par voie de disposition générale et réglementaire sur les causes qui leur sont soumises ». Il ne peut pas légiférer. Pour juger, il doit toujours se référer à une ou plusieurs règles de droit. On lui demande d'appliquer la règle de droit au cas d'espèce

Si un texte de loi est obscur, il revient au juge de **l'interpréter pour l'appliquer au cas d'espèce**. A cet égard, l'article 4 du Code civil interdit les dénis de justice. Le juge, en interprétant le droit, peut combler les lacunes de la loi. Il peut donner, aussi, une interprétation contemporaine à une loi ancienne. On parle de la **lettre et de l'esprit de la loi** : parfois on doit s'écarter de la lettre de la loi mais, il faut rester dans l'esprit de la loi.

2

Interdiction faite au législateur de s'immiscer dans le pouvoir judiciaire

Les lois rétroactives et interprétatives :

Normalement, quand une loi est votée, elle ne vaut que pour l'avenir, elle ne vient pas modifier ce qui existait déjà. L'article 2 du Code civil dispose que la loi ne dispose que pour l'avenir ; elle n'a point d'effet rétroactif. La **loi rétroactive**, qui est exceptionnelle, fait naître des droits qui n'existaient pas à l'origine ou en fait disparaître d'autres. En réalité, ces lois sont très rares (cf. rétroactivité in mitius en droit pénal).

La **loi interprétative** est une loi qui interprète une loi antérieure pour en préciser le sens et la portée.

Les lois de validation :

La loi de validation est une loi qui tend à rendre valable un acte qui ne l'était pas initialement. Cette catégorie de loi intéresse plus particulièrement **l'administration** et donc, la juridiction administrative. Le but est d'éviter une situation inexplicable. Par exemple, un concours administratif est annulé pour cause d'illégalité ; dans ce cas une loi de validation peut être mise en œuvre pour valider de façon rétroactive l'acte illégal. Cela permet d'éviter de faire repasser le concours à un très grand nombre de personnes. En pratique, cela reste très **rare**.

Relation entre le pouvoir judiciaire et le pouvoir exécutif

Les relations entre le pouvoir judiciaire et le pouvoir exécutif ont été vu dans la fiche n° 2 "les grands principes du service public de la justice". Il faut garder à l'esprit la différence qui existe entre les magistrats du siège et les magistrats du Ministère public, sous la hiérarchie du garde des Sceaux. De même, il faut savoir que le CSM, organe indépendant, permet de garantir le principe d'indépendance du service public de la justice.